

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrigue / Océan Indien occidental (France) > **La France en pompier pyromane au Mali**

La France en pompier pyromane au Mali

vendredi 18 janvier 2013, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 16 janvier 2013).

Annoncée vendredi par Hollande lui-même, l'intervention militaire française au Mali n'a que peu de chose à voir avec les intérêts du peuple malien.

Quelques jours après avoir rompu le cessez-le-feu, Ansar Dine et ses alliés du Mujao (Mouvement pour l'unicité du Djihad en Afrique de l'Ouest), AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique), renforcé par des militants nigériens de la secte islamique Boko Haram, tentaient de s'emparer de la commune de Konna. Ainsi, 800 à 900 combattants répartis en deux colonnes différentes dans des dizaines de véhicules convergeaient vers cette localité.

Difficile de comprendre les motivations des islamistes. Soit gagner des territoires pour renforcer leur position lors d'éventuelles reprises de négociations, soit tenter, après Konna, de s'emparer de kilomètres de la grande ville de Mopti, ce qui aurait ainsi très fortement entravé le déploiement prochain des troupes de la Cedeao (le regroupement des pays de l'Afrique de l'Ouest).

Malgré ces tentatives réelles de résister, l'armée malienne a dû reculer devant la puissance de feu des djihadistes. L'armée française est intervenue notamment par des frappes aériennes de Mirage 2 000 D basés à Ndjamena et des hélicoptères. En France, du PS à l'extrême droite, s'est créé un consensus pour approuver cette opération baptisée Serval, la deuxième depuis deux ans. La première fut la tentative de libérer Michel Germaneau et d'empêcher une attaque d'AQMI en Mauritanie qui s'est transformée en fiasco avec assassinat de l'otage français.

La responsabilité de la France dans la crise malienne

La crise malienne vient de trois facteurs qui se sont combinés. L'affaiblissement – voire au Nord la disparition – de l'État malien du fait des politiques initiées depuis les années 80 suite à la crise de la dette, politiques d'ajustement structurel qui continuent et n'ont pas seulement déstructuré les services sociaux, mais aussi liquidé les quelques industries et entreprises de service maliennes et augmenté le chômage et la misère. La chute brutale de Kadhafi en Libye a supprimé pour le Sahel un espace de médiation dans les crises récurrentes touarègues et engendré un afflux de combattants surarmés revenant dans leur pays d'origine, notamment au Mali. Enfin, troisième facteur et non des moindres, la corruption du clan de la présidence de la République. Il est fort probable qu'Amadou Toumani Touré (ATT), comme d'ailleurs d'autres généraux maliens, avait un intérêt financier dans les différents trafics du nord du pays orchestrés par des contrebandiers et les islamistes.

Dans cette crise, la France a une énorme responsabilité puisqu'elle a appuyé les politiques libérales, dirigé l'intervention en Libye et soutenu ATT. D'autant que, suite au coup d'État qui a fait tomber ATT tel un fruit trop mûr, la diplomatie française de Sarkozy puis de Hollande n'a pas varié d'un iota. À travers la Cedeao, elle a remis en selle les caciques de l'ancien régime qui ont conduit le pays à la catastrophe.

Une gestion militaire lourde de dangers

L'offensive des djihadistes va permettre au régime de Bamako – dont la légitimité sur le plan constitutionnel est douteuse et sur le plan populaire loin d'être avérée – de décréter l'état d'urgence sur l'ensemble du pays et ainsi pouvoir interdire toute manifestation de la gauche et des organisations populaires.

Quant à la France, elle peut désormais s'installer officiellement au Mali. Le fait de donner un nom à cette opération militaire tend à montrer qu'elle s'installe dans la durée, d'autant que François Hollande lui-même indique qu'elle « *prendra le temps nécessaire* ». De plus, les objectifs de cette intervention, définis par Jean-Yves Le Drian ministre de la Défense, sont plutôt flous : « *contrer l'offensive des groupes djihadistes, empêcher ces groupes de nuire, assurer la sécurité de nos ressortissants, notamment européens* » et permettent toutes les interprétations possibles.

La libération du nord Mali est un impératif, et les populations qui vivent sous le joug de ces « *bandits qui se sont déguisés en musulmans* » – pour reprendre l'expression d'une habitante de Tombouctou – sont de fait prisonnières. Mais cette libération ne pourra se faire sans une refondation politique du pays. La région nord Mali connaît un nombre d'armes impressionnant, certains membres des communautés comme les Songhaï, les Peul ou les Bellah ont créé des milices comme Ganda Iso (fils de la terre en langue songhaï) avec la volonté d'en découdre avec les Touaregs, les Maures et les Arabes. L'intervention des troupes étrangères, dont les troupes françaises, menace d'enfoncer le pays dans une grave crise politique et humanitaire.

Ici, les travailleurs, la population n'ont aucune raison d'être solidaires de cette guerre qui, pas plus que l'intervention en Afghanistan, ne libérera les populations et n'a d'autre visée que la défense des intérêts des multinationales françaises en Afrique.

Nous ne serons pas de l'union nationale qui se fait derrière Hollande et l'intervention militaire.

Paul Martial

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 178 (17/01/12).